

LES PAPETERIES

Question n° 641—**M. Fortin:**

1. Combien y a-t-il d'usines produisant du papier au Canada et où sont-elles situées?

2. Depuis 1968, le gouvernement a-t-il versé des subventions a) d'agrandissement, b) d'exploitation à des moulins à papier au Canada?

3. Combien d'usines ont a) complètement, b) partiellement cessé leur opérations?

4. Combien d'ouvriers travaillant dans des moulins à papier au Canada ont été, depuis 1968, remerciés de leurs services a) pour fermeture, b) en raison d'une diminution de la production?

(Le document est déposé.)

OFFICE NATIONAL DU FILM—LES SOUS-CONTRATS

Question n° 995—**M. Diefenbaker:**

1. a) Quel est le nombre des contrats de films du gouvernement que l'Office national du film a confiés à des soustraitants de l'entreprise privée au cours de chacune des cinq dernières années et b) quel pourcentage des contrats passés entre le gouvernement et l'ONF ces contrats représentent-ils pour chaque année?

2. a) Quelles ont été les dix plus grosses sociétés cinématographiques qui ont eu ces sous-contrats de l'ONF et b) quel est le montant total des contrats qu'elles ont eus chaque année et quel pourcentage du total ce montant représentait-il?

3. Lesquels de ces sous-traitants n'appartenaient pas à des Canadiens?

4. a) Combien de projets de films l'ONF a-t-il présentement confiés à des sous-traitants non-canadiens, b) quelle est la valeur de chacun de ces contrats et c) pour lesquels de ces contrats des sociétés possédées par des Canadiens ont-elles fait des offres concurrentielles?

(Le document est déposé.)

• (1410)

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, j'ai demandé hier au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien de voir personnellement à hâter la réponse à la question n° 1392. Je dois maintenant vous informer, monsieur l'Orateur, que cette affaire soulève de très sérieuses accusations de la part des deux réseaux nationaux de télévision et de radio. Tous les journaux canadiens en font état et il est impossible de rien divulguer pour répondre à ces accusations contre le gouvernement à propos de la vente de nos terres pétrolifères et gazifères du Nord et du plateau continental, avant que réponse soit donnée à cette question et les faits connus. Je voudrais bien persuader le ministre qu'il est du devoir du gouvernement de fournir immédiatement des renseignements concrets afin que nous puissions établir le rapport, si rapport il y a, entre les faits et ces très graves accusations.

M. Howard: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement à propos de plusieurs questions inscrites en mon nom depuis le 16 janvier, soit deux mois et demi. Chacune demande des renseignements sur les mesures que le gouvernement a prises au sujet des recommandations particulières que contenait le rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme. Jusqu'à maintenant, on n'a répondu à aucune de ces questions. Le gouvernement devrait certes manifester un peu plus d'intérêt et ne pas laisser ces questions sans réponse, alors qu'il s'agit d'une chose aussi importante que le rapport de cette commission royale. On ne peut que conclure que le gouvernement n'a donné aucune suite à ces recommandations.

M. Blenkarn: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Le 12 janvier, je demandais au gouvernement de

Demandes de documents

fournir une analyse détaillée du programme Perspectives-Jeunesse qu'on a fait en 1972, dans ma circonscription. Le gouvernement a eu toutes les chances de répondre. Alors que le gouvernement dépense les sommes que l'on sait aux termes de ce programme, il devrait certes être en mesure de fournir aux députés une analyse des résultats de 1972. C'est une affaire très grave et il importe que le ministre réponde à cette question.

M. Nystrom: Monsieur l'Orateur, moi aussi j'invoque le Règlement. J'ai fait inscrire au *Feuilleton*, le 4 janvier, la question n° 110 concernant les contrats accordés à des particuliers et à des organismes de l'extérieur aux fins de recherche et de développement, au compte du Conseil de la radio-télévision canadienne. Je vous demande votre avis, monsieur l'Orateur. Je crois savoir que la réponse est prête et qu'elle attend depuis plus de deux semaines dans le bureau du ministre, qui la retient pour des raisons politiques.

DEMANDES DE DOCUMENTS

M. John M. Reid (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, le gouvernement juge acceptable l'avis de motion n° 202 portant production de documents.

[Français]

M. l'Orateur: Plaît-il à la Chambre que l'avis de motion n° 202 soit réputé adopté?

Des voix: D'accord.

[Traduction]

LE RAPPORT «ECONOMIC PROSPECTS FOR THE GOOSE BAY AREA»

Motion n° 202—**M. Rompkey:**

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie du rapport intitulé «*Economic Prospects for the Goose Bay Area*» préparé pour le gouvernement par le *Bureau of Management Consulting*.

(La motion est adoptée.)

M. Reid: Monsieur l'Orateur, le gouvernement juge acceptable les avis de motion nos 36, 37, 38, 135 et 188 portant production de documents, sous réserve des conditions habituelles relatives aux documents confidentiels.

[Français]

M. l'Orateur: Sous les réserves et conditions mentionnées par le secrétaire parlementaire, la Chambre consent-elle à ce que les avis de motion nos 36, 37, 38, 135 et 188 soient réputés adoptés?

Des voix: D'accord.

[Traduction]

LES DOCUMENTS RELATIFS À L'ACHAT ÉVENTUEL DE CONSERVERIES EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

Motion n° 36—**M. Howard:**

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de toute correspondance, télégramme ou autre document échangés depuis le 1^{er} janvier 1969, entre le gouvernement ou toute agence, direction ou ministère du gouvernement et toute personne ou société s'occupant de transformation de poisson en Colombie-